L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°186 du Jeudi 2 Février 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Uphrem Dave Mafoula, président du parti Les Souverainistes

«Je fais la politique pour être Président de la République et non ministre»

(P.4)

Visite du Saint-Père en RD Congo et au Sud-Soudan

A Kinshasa, le Pape François a exhorté de cesser d'étouffer l'Afrique

Le Pape François et le Président Félix Tshisekedi (P2)

Après la hausse des prix du carburant

Des mesures d'accompagnement, pour stabiliser les prix dans le transport public

(P.3)

Entretien exclusif avec Denis Sassou Nguesso, président du Congo

«Ne dites plus l'Afrique noire! C'est l'Afrique verte qui se dresse désormais!»

(P.5)

Visite du Saint-Père en RD Congo et au Sud-Soudan

A Kinshasa, le Pape François a exhorté de cesser d'étouffer l'Afrique

Le chef de l'Eglise catholique, le Pape François, effectue, du mardi 31 janvier au dimanche 5 février 2023, une visite d'Etat dans deux pays africains, la RD Congo et le Soudan du Sud, pour le quatrième voyage apostolique de son pontificat. A son arrivée sur le sol congolais, à Kinshasa, mardi 31 janvier, aux environs de 14h, le souverain pontife, accompagné d'une forte délégation, a été accueilli à l'Aéroport international de N'Djili par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, accompagné des membres du gouvernement, des élus nationaux, des évêques dont certains venus des pays de la sous-région et d'autres personnalités. Il a été, ensuite, reçu au Palais de la Nation, la résidence présidentielle, par le Président Félix Antoine Tshisekedi, alors qu'une foule en liesse avait envahi les rues de la capitale, Kinshasa, au passage du cortège papal.

Le Pape François à son arrivée à Kinshasa par l'aeroport de N'Djili.

Le voyage du Saint-Père en RD Congo était d'abord annoncé pour juillet 2022. Mais, il a été reporté, car le souverain pontife souffrait d'une maladie chronique du genou. Il utilise toujours un fauteuil roulant et une canne pour se mouvoir.

Pays riche en ressources naturelles, mais en proie à la pauvreté et aux conflits armés et aux violences de tous genres, la RD Congo est le deuxième plus grand pays d'Afrique, avec environ 90 millions d'habitants. Les catholiques représentent près de la moitié de la population. L'Eglise catholique est un acteur-clé de la santé, du système éducatif ainsi que dans les efforts de renforcement de la démocratie. C'est pour la deuxième fois que le pays reçoit la visite papale, après celle de Jean-Paul II en mai 1980, sous le pouvoir du maréchal Mobutu.

Le Pape François et le Président Félix Tshisekedi au palais de la Nation.

Dans son discours au Palais de la Nation devant les autorités congolaises, les évêques et les membres du corps diplomatique, le Saint-Pierre a dénoncé le colonialisme économique en RD Congo. *«On en est arrivé au paradoxe que les fruits de sa terre le rendent étranger à sa ses habitants. Le poison de la cupidité a ensanglanté ses diamants»,* a-t-il déclaré sur le pillage des ressources naturelles de ce pays. Il en appelle au retrait des forces du mal en l'Afrique. *«Ce pays et ce continent méritent d'être respectés et écoutés, ils méritent espace et attention: retirez vos mains de la République Démocratique du Congo; retirez vos mains de l'Afrique! Cessez d'étouffer l'Afrique: elle n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser. Que l'Afrique soit protagoniste de son destin»*, a-t-il demandé. Des phrases qui ont donné le ton de la visite du Pape dans ce pays qui a besoin du soutien de la communauté internationale pour se relever et trouver le chemin de la paix et du développement.

François avait prévu de visiter la ville orientale de Goma, à l'Est de la RD Congo. Mais, ce périple a été abandonné suite à la résurgence des combats entre l'armée et les rebelles du M23. C'est dans cette région où l'ambassadeur d'Italie a été tué dans une embuscade, en 2021. Le Pape restera dans la capitale, Kinshasa.

Dans la matinée du mercredi 1er février, il a célébré une grand-messe à l'Aéroport de Ndolo qui a rassemblé, selon les organisateurs, plus d'un million de chrétiens, constituant ainsi le clou de sa visite en RD Congo. Dans l'après-midi, il a reçu les victimes des violences à l'Est du pays et des représentants de certaines œuvres caritatives. Le jeudi 2 février, il a reçu les jeunes et les catéchistes au Stade des Martyrs, puis il a eu une rencontre, dans la cathédrale Notre-Dame du Congo, avec les prêtes, les diacres, les personnes consacrées et les séminaristes. Le Pape boucle son séjour kinois, le vendredi 3 février, par une rencontre avec les évêques congolais au siège de la C.e.n.co (Confession épiscopale nationale du Congo). Notons qu'après la RD Congo, le Saint-Père est attendu, du 3 au 5 févier, à Djouba, la capitale du Soudan du Sud, deuxième et dernière étape de sa cinquième visite africaine. En effet, depuis son élection en 2013, le chef de l'Eglise catholique a déjà effectué quatre voyages sur le continent et visité huit pays dont la Centrafrique, en novembre 2015.

Roland KOULOUNGOU

Après la hausse des prix du carburant

Des mesures d'accompagnement, pour stabiliser les prix dans le transport public

Le conseil de cabinet du lundi 30 janvier 2023 s'était annoncé comme un rendez-vous événementiel, au grand étonnement de l'opinion publique qui s'interrogeait sur ce dont il pouvait bien s'agir. Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso avait mis un point d'honneur à la participation de tous les membres du gouvernement à ce conseil de cabinet. Au regard des décisions qui en sont sorties, on a compris son importance. Pour accompagner la hausse des prix du carburant, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures d'accompagnement consignées dans un arrêté conjoint portant le seing de cinq ministres.

Dans l'arrêté n°385, signé par le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation, Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, Bruno Jean-Richard Itoua, ministre des hydrocarbures, Honoré Sayi, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, et Ludovic Ngatsé, ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille public, le gouvernement a pris des mesures destinées à accompagner la hausse des prix du carburant, afin d'empêcher l'effet d'entraînement qui pouvait atteindre les autres secteurs de l'économie nationale.

«Le présent arrêté fixe les mesures d'accompagnement permettant de limiter les effets de la hausse du prix du supercarburant et du gasoil national», dit l'article premier de cet arrêté. Et dans le deuxième article, il est précisé qu'*«à compter du 1er février 2023, le transport public de marchandises et/ou des personnes, tel que défini, par la règlementation en vigueur, bénéficie des mesures exceptionnelles suivantes: prise en charge par l'Etat de la taxe de roulage; prise en charge par l'Etat de l'autorisation de transport public; prise en charge partielle par l'Etat de la contribution des patentes, à hauteur de 50% de son montant; réduction des frais de passage aux péages».*

Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso.

Patrick Milandou devant le micro.

En échange, le gouvernement a décidé que *«les tarifs en vigueur du transport public de marchandises et/ou des personnes demeurent inchangés»* (article 3 de l'arrêté).

La seule interrogation demeure sur le niveau de réduction des frais de passage dans les péages. L'arrêté reste muet à ce niveau. Les transporteurs souhaitent une réduction de 50%. Le gouvernement est-il prêt à concéder une telle réduction? En tout cas, c'est la question qui reste à clarifier.

«En dehors de cela, certaines mesures vont être prises dans le cadre de l'applicabilité, donc, les contrôles et tout ce qui s'en suivra et de temps en temps, nous reviendrons vers vous (les médias) pour expliquer réellement, en dehors de ces mesures-là quelles sont les autres mesures qui vont s'ajouter. C'est pour cela que nous lançons un appel à toute la population en général et aux transporteurs en particulier, de garder les mêmes tarifs tels qu'ils sont appliqués aujourd'hui, c'est-à-dire le bus à 150 francs et le taxi à 1000 francs, comme les gens payent. Donc, gare à celui qui va aller à l'encontre de ces mesures, étant donné que le gouvernement a fait un effort de nous concéder ces mesures d'accompagnement. Donc, il n'est pas question d'augmenter les tarifs du transport en commun, sinon nous ne serons pas en harmonie avec le plan de résilience et cela aura de l'impact sur le panier de la ménagère», a confié Patrick Milandou, président du syndicat des employeurs du transport terrestre du Congo, à l'issue d'une séance de travail avec le Premier ministre.

En effet, après le conseil de cabinet, Anatole Collinet Makosso avait reçu, en compagnie du ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou et des ministres Raymond Zéphirin Mboulou, Honoré Sayi et Jean-Baptiste Ondaye, les responsables des syndicats des transporteurs, pour leur annoncer les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement, après la hausse des prix du carburant.

Urbain NZABANI

Editorial

Il ne faut pas sacrifier l'efficacité!

Les membres du gouvernement étaient au grand complet au dernier conseil de cabinet. Il aura fallu que leur chef donne un coup de patte à la fourmilière pour que le monde se remue un peu. Le gouvernement, c'est la locomotive du fonctionnement de l'Etat. Si on n'arrive pas à y faire régner l'ordre dans le travail, tout le pays s'en retrouvera impacté. La note de service du Premier ministre Anatole Collinet Makosso a révélé, la semaine dernière, qu'il avait le souci de réunir sa troupe. Il lui fallait rectifier le tir. Voilà qui est fait.

A la proclamation de l'actuelle équipe gouvernementale, en septembre 2022, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, avait manifesté sa préoccupation d'atteindre l'efficacité. Il souhaitait mettre en place une équipe *«susceptible de concourir à une plus grande efficacité»* de l'action gouvernementale. Quatre mois après, difficile de dire que l'efficacité est au rendez-vous. Il y a encore du chemin à parcourir et au regard des problèmes qui accablent les populations, on a même le sentiment qu'on n'y arrivera pas.

Au moment où le Premier ministre publiait sa note de service appelant les ministres à être présents au conseil de cabinet du lundi 30 janvier, une dizaine d'entre eux se trouvaient à l'étranger. Si c'est pour des missions étatiques, pourquoi pas. Mais, en réalité, cela dévoile une tendance récurrente, de nature à affecter le travail de l'équipe gouvernementale: les séjours ministériels prolongés à l'étranger, chaque mois.

Pourquoi autant de membres du gouvernement en dehors du pays en même temps? La réponse est simple: parce que leur chef les y autorise. Les ordres de mission ne sont pas automatiques. Ils sont signés par le chef qui, de l'autre côté, finit par constater un nombre d'absences élevé au conseil de cabinet. Ce qu'il n'accepte plus. Depuis 2015, l'économie nationale est touchée par une crise multidimensionnelle que le pays a du mal à juguler. Des secteurs entiers comme le tourisme, le bâtiment, les services, sont dans le marasme. Par ailleurs, la diversification de l'économie est toujours au stade des discours. Pour s'en sortir, il n'y a pas d'autre voie que le travail. Et le travail se mesure par les résultats qu'il produit. Si la règle de la gestion axée sur les résultats était appliquée, on aurait une vue précise sur le travail des uns et des autres. Les résultats dans la relance de l'économie nationale et sa diversification ne sont possibles que grâce au travail. Le gouvernement qui est la locomotive doit lui-même donner l'exemple. Mise à part la hausse du prix du baril de pétrole, qui pourvoit le budget de l'Etat en recettes, la crise économique sévirait encore plus gravement dans le pays. L'économie nationale demeurant prisonnière de la rente pétrolière. Car, nos secteurs économiques productifs ne sont pas à même de pourvoir l'Etat en recettes suffisantes pour faire face aux besoins des populations, condamnées à attendre, année après année, le minimum de conditions de vie décentes, comme l'accès à l'électricité permanente et à l'eau courante. Il faut travailler, et encore beaucoup travailler, pour atteindre l'efficacité et permettre à notre pays d'avancer.

L'HORIZON AFRICAIN

Primature

Un conseil de cabinet qui retient l'attention

La semaine dernière, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso avait convoqué son gouvernement à une réunion du conseil de cabinet, lundi 30 janvier 2023. Les conseils de cabinet sont des réunions techniques tout à fait ordinaires, destinées à préparer les réunions du conseil des ministres et dont les comptes-rendus ne sont pas médiatisés, sauf cas exceptionnel. Cependant, la réunion de lundi dernier a donné lieu à une note de service du Premier ministre qui avait tout de suite suscité la curiosité de l'opinion. Et pour cause!

Dans sa note de service, Anatole Collinet Makosso a usé d'une formule qui a suscité la curiosité des Congolais. *«Les ministres en déplacement sont appelés à prendre toutes les dispositions nécessaires, pour être présents à ce conseil de cabinet»,* a-t-il écrit. Dès lors, cela sous-entend que les ministres partis en mission même à l'étranger étaient obligés d'interrompre ces missions, pour rentrer au pays, afin d'être présents au conseil de cabinet du lundi 30 janvier. Bref, toutes affaires cessantes, il fallait y être!

Pour que les missions ministérielles soient interrompues à ce point, on imaginait clairement qu'il s'agissait d'un conseil de cabinet qui devait aborder une ou des questions concernant les ministres eux-mêmes.

Les membres du gouvernement en conseil de cabinet (Ph. d'arch.)

Mais, de quoi pouvait-il s'agir dans ces conditions, sinon que d'un remaniement gouvernemental ou de la révocation d'un ou de plusieurs ministres? Et les commentaires étaient principalement allés dans ce sens. Voilà un conseil de cabinet tout à fait ordinaire, qui, il et vrai, abordait des questions sociales urgentes, mais qui était finalement interprétée comme un événement politique sur son sort.

A vrai dire, ce n'était pas du tout cela, comme on l'a constaté. Selon l'ordre du jour concocté par le Premier ministre, il était question que ce conseil se tienne impérativement ce lundi dernier, car à deux reprises, il a connu des reports. Raison pour laquelle le chef du gouvernement avait insisté sur la présence de tous les ministres. *«La réunion du conseil de cabinet, initialement programmée le mercredi 25 janvier et qui n'a pas pu se tenir le jeudi 26 janvier, aura lieu le lundi 30 janvier 2023»,* avait-il dit aux membres du gouvernement, dans une note d'information qui leur avait adressée par le biais de son directeur de cabinet, le ministre Serge Blaise Zoniaba.

Ce conseil de cabinet a abordé les points suivants:

- la mise en place de mesures d'accompagnement de la décision de relèvement des prix à la pompe, respectivement de l'essence et du gasoil;
- la réhabilitation des centres de réinsertion sociale d'Aubeville et de Bokania d'une part, ainsi que la prise en charge des premières cohortes de jeunes délinquants d'autre part;
- la mise en œuvre des mesures pour freiner la progression des érosions qui, en cette période de pluies abondantes, menacent aussi bien les habitations que les infrastructures de production et de distribution d'eau et d'électricité;
- l'amélioration de la circulation dans les voiries urbaines.

Ces mesures urgentes sur des questions lancinantes et récurrentes (érosions, bébés noirs, nids de poule…) sont impatiemment attendues par les populations qui ne savent plus à quel saint se vouer en cette période de pluies abondantes. Déjà, les mesures d'accompagnement, après la hausse des prix du carburant ont apporté un certain soulagement!

Jean-Clotaire DIATOU

Uphrem Dave Mafoula, président du parti Les Souverainistes

«Je fais la politique pour être Président de la République et non ministre»

Ancien candidat à l'élection présidentielle de mars 2021 et aux élections législatives de juillet 2022, à Mossaka (Département de la Cuvette), Uphrem Dave Mafoula a organisé une conférence de presse, samedi 28 janvier 2023, à l'Hôtel Michaël's, à Brazzaville, sous le thème: *«De la convergence actuelle du Congo: entre renoncement et incertitude»*. Devant les journalistes de la presse nationale et internationale, le président du parti Les Souverainistes a exprimé son ambition de présider un jour aux destinées du pays. Interview!

Uphrem Dave Mafoula a d'abord planté le décor dans son mot liminaire. *«Je suis très ravi de me retrouver face à vous, ce matin! Pour la majorité d'entre vous, cette occasion marque notre première rencontre depuis le début de cette nouvelle année. Je ne peux donc pas m'empêcher de vous reformuler, à tous et à chacun ici présent, mais aussi à tous ceux qui nous suivent en direct, mes vœux de santé, de prospérité et de réussite»*, a-t-il indiqué.

Uphrem Dave Mafoula.

Puis, il a démarré sur un point historique. *«Une question: que signifie, pour vous, la date du 28 novembre 1958? Faut-il y voir la simple date de naissance de notre République? Ce serait trop simpliste! Car, cette date est plus qu'un repère historique pour le peuple congolais. Parce qu'au fond, elle rappelle la volonté, le sacrifice et l'effort par lesquels les pères fondateurs de notre République ont donné vie à certaines de nos institutions actuelles. Vous vous souviendrez, par exemple, des différentes batailles menées par le Premier ministre désigné ce jour-là par l'Assemblée constituante, l'abbé Fulbert Youlou, pour ce qui était de l'établissement d'un premier gouvernement non contesté et d'une assemblée, dont le parlementarisme était qualifié de rationalité»*, a-t-il souligné.

Pour bien étayer sa pensée, il a emprunté la citation de l'historien congolais Dominique Ngoïe-Ngalla *«qu'après l'éphémère régime Youlou, où l'on vit planer l'ombre d'un mince espoir, la gestion peu sage du pays, dans la violence, allait se révéler, de décennies en décennies, une suite de frustrations et d'angoisses terribles, devant l'incertitude des lendemains». «Aujourd'hui, les Congolais sont les seuls à payer le prix de cette gouvernance incongrue, loin de l'autorité rationnelle. Ce qui, en soi, est une forme de renoncement volontaire au progrès»*, a-t-il déclaré.

Abordant l'actualité nationale, il a indiqué que *«2022 a été, pour le Congo, l'année des déséquilibres. Sur tous les plans, c'est soit le statut quo, soit la régression. Les Congolais ont le sentiment de ne plus être dirigés. Ils sont seuls, abandonnés à leur sort, s'interrogent et se questionnent, sans réponse aucune. Le silence est total. Les rares et quelques fois où ils entendent la voix du père de la Nation, c'est soit le 28 novembre, soit le 31 décembre. Triste habitude! Triste habitude, quand on sait que la relation entre un Chef d'Etat et son peuple se trouve dans la communication régulière».*

Des discours du Président de la République, il en tire quatre promesses non tenues, d'après lui. *«Vous serez d'avis avec moi que ces trois dernières années, quand vous écoutez les différentes adresses à la Nation du Président de la République, quatre promesses toujours non réalisées jusqu'aujourd'hui, sont souvent revenues: la lutte contre les antivaleurs; la lutte contre l'insécurité et la délinquance juvénile; la diversification de l'économie et la mécanisation de l'agriculture; l'établissement du régime d'assurance maladie universelle. Toutes ces promesses répétées et non tenues, pour ne citer que celles-là, trahissent la confiance des Congolais et dénotent un manque de volonté à inscrire notre pays dans la voie du progrès»*, a-t-il affirmé.

Le Premier ministre et son gouvernement ne trouvent pas non plus grâce devant le jeune opposant. *«Quant au Premier ministre, en charge de la conduite de la politique économique et sociale du pays, celui-là même qui promettait aux Congolais de conduire un gouvernement de défis et de batailles, il faut tout simplement reconnaître la faillite continuelle, de lui-même et de son équipe. D'un gouvernement de défis et de batailles annoncé, le gouvernement Makosso n'a été, jusqu'ici, qu'un gouvernement de mensonges, de l'irresponsabilité et de l'incapacité»*, a-t-il constaté.

Face à cela, le président du parti Les souverainistes fait des propositions. Pour éviter que le Président de la République *«termine son mandat en Président immobiliste»*, nous lui formulons les cinq propositions suivantes: *«Mener une 13ème bataille, celle de la présentation au peuple congolais d'un nouveau gouvernement de la rectitude, capable de relever les défis socio-économique et à même de resacraliser les fonctions ministérielles; reprendre le dialogue de proximité avec les populations, afin de s'enquérir personnellement de leurs situations; organiser des consultations nationales avec toutes les forces vives de la Nation; ouvrir un nouveau chapitre du quinquennat, par la réinvention des idées, en organisant un grand débat national, sur toutes les thématiques, en laissant s'exprimer toutes les intelligences pouvant participer au redressement et à la transformation du pays; décrisper l'atmosphère politique, en procédant à la libération des prisonniers politiques»*.

Le propos liminaire d'Uphrem Dave Mafoula a suscité plusieurs questions du côté des journalistes: pourquoi autant de militants dans la salle, alors que nous avons été appelés pour une conférence de presse; vous demandez un nouveau gouvernement, lesquels vont-ils le composer, parce que les Congolais sont habitués aux autorités en place; la parole politique est-elle encore crédible? Vous demandez la libération des prisonniers de droits communs selon les autorités et prisonniers politiques selon vous, cette demande est-elle immédiate?

Dans ses réponses, le conférencier a reconnu que si la présence des militants dérange, il est prêt à revoir sa façon de faire. Quant à ses critiques sur le gouvernement, il a renvoyé la balle aux journalistes: *«Si vous êtes conscients de ce que vous vivez dans vos maisons, vous serez d'accord avec moi qu'il y a lieu de changer cette équipe gouvernementale. Si je demande cela, ce n'est pas pour qu'on aille prendre les mêmes, parce qu'il y a l'utilisation et la réutilisation des mêmes. Si nous voulons un changement dans notre pays, il va falloir commencer à changer les hommes qui nous dirigent. Le Président de la République a un mandat, c'est à lui de voir, mais le peuple attend un changement».*

«Je suis navré de ce qu'est devenu la parole politique. De savoir que les hommes politiques sont, eux-mêmes, les acteurs du discrédit de leur parole. Cela peut changer, si on commence à donner la possibilité aux hommes politiques sérieux de gérer ce pays, parce que si on dit que la parole politique n'est plus crédible, ce n'est pas toutes les paroles des hommes politiques du monde, mais c'est peut-être au Congo. Si c'est la même chose cela devient donc une pandémie. Ce n'est pas une pandémie, c'est une situation propre à nous. En ce moment-là, nous avons des possibilités d'aller chercher des solutions. Quand x a menti, il a encore menti, il faut le changer», a-t-il réagi sur le manque de crédibilité de la parole politique.

«A la fin du mot liminaire, je vous ai parlé de l'amour. Qu'est ce qui peut aujourd'hui être capable de pardonner, de reconstruire si on ne part pas sur cette valeur qui est l'amour. Ce n'est pas pour la première fois que j'appelle le Président de la République à cet acte politique, parce que le Président Denis Sassou-Nguesso a une histoire avec le général Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi-Salissa. J'aurai aimé que ceux qui nous dirigent, aujourd'hui, soient des modèles. J'ai été candidat à l'élection présidentielle, donc, lorsque nous demandons le changement d'un gouvernement, «ce n'est pas pour être ministre, je rêve de présider aux destinées du Congo. Je suis à ce niveau», a-t-il renchéri.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

PROPOS D'éTAPE

Initiation (encore)

C'est Patrick Charaudeau qui affirme «qu'il faut que le discours du politique soit porteur de valeurs pour que le peuple puisse se voir dans le miroir d'une idéalité de bien vivre ensemble». Bien vivre ensemble, c'est partager, par l'initiation, chacun selon les principes de son terroir, la spiritualité, la tradition, l'histoire et toutes les connaissances de culture propres à une société.

Le Maître des horloges a rappelé quelques traits de ce vivre ensemble, dans un discours politique, mais qui s'est voulu centré sur l'éthique. Il se pose, cependant, la question de savoir que sont, aujourd'hui, les sociétés africaines. Regardons autour de nous: des sociétés de tradition judéo-chrétienne, bouddhique, slave ou brahmanique, pour ne citer que celles-là.

De par cette cosmogonie propre à ces sociétés, elles ont inventé une culture, des théories sociétales, des concepts autonomes et des formes d'organisation de la Cité immuable, quoiqu'évolutive dans la pratique. Les sociétés africaines ont connu ces formes autonomes d'organisation. Un économiste africain rapporte que, par exemple, dans le Royaume Kongo, les valeurs propres à cette société étaient telles que le roi en était autant organisateur que responsable. En effet, *«le roi doit assurer la prospérité, la fécondité et la pluie à son royaume, il est donc responsable si elles font défaut. Régulateur de la Nature, il est tenu pour coupable de ses irrégularités».*

Sur la base du triptyque clanique Nsaku, Mpanzu et Nzinga, le royaume a organisé sa vie politique et économique. Ainsi, le clan Nsaku était dépositaire exclusif de la spiritualité et de la justice. Institutionnellement, c'est de ce clan que sortait la deuxième personnalité de royaume; et cette règle était immuable.

Le clan Mpanzu est celui des maîtres de la forge. Les membres sont artisans métallurgistes et seigneurs de guerre. Par la maîtrise du feu et le travail du fer, ils sont les principaux acteurs du développement économique et social, dans la mesure où ce sont eux qui offrent les outils de travail aux paysans et les armes. Ils sont les dépositaires de la connaissance.

Le clan Nzinga est celui des souverains et des gouvernants. La cosmogonie kongo considère que les membres de ce clan sont ceux qui doivent constituer le gouvernement. Il y a ainsi des invariants sociétaux qui structurent le vivre ensemble et surtout le code éthique de la vie commune.

Alors, pourquoi le Maître des horloges rappelle la force de l'initiation? En d'autres termes, que sont devenus nos N'kissi, nos Nzobi, nos Otwèrè ou nos Lemba? Quels sont les comportements sociétaux que nous avons tirés du Kimuntu ou du Gnenguélé? Qui aujourd'hui, dans nos sociétés, a peur de déroger aux engagements traditionnels pris lors des initiations, des initiations parfois de complaisance? Qui aujourd'hui, à peur des sanctions ou interdits prévus par ces initiations?

Parce que l'on est bien obligé de constater que l'ingénierie sociopolitique africaine n'invente pas des institutions endogènes. Comme l'affirme un tout nouveau jeune ministre de céans, l'Etat congolais a *«une inclinaison vers le mimétisme institutionnel et juridique français sans respect de ses propres spécificités sociohistoriques»*, alors que l'on peut concevoir des institutions endogènes avec la modernité des connaissances de culture telles que le mbongui, la force de la parole donnée, le respect des anciens, les mœurs, les habitudes, l'unité familiale, le kimuntu, le nkwembali ou le Gnenguélé en tant que code moral, autant de valeurs que confère l'initiation. Si nous laissons dépérir notre histoire authentique, nous resterons des éternels colonisés, indignes de prendre place dans le concert des Nations civilisées.

Prométhée

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne! Tél.05 543.82.76 / 06 662.37.39

Entretien exclusif avec Denis Sassou Nguesso, président du Congo

«Ne dites plus l'Afrique noire! C'est l'Afrique verte qui se dresse désormais!»

Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a accordé un long entretien à Michel Taube, chroniqueur et fondateur du site Internet www.opinion-internationale.com. Selon ce dernier, il «se dégage de celui que son ami Alassane Ouattara surnommait «l'empereur», un mélange d'assurance et de sérénité forgées par un demi-siècle de combat politique». La rédaction de L'Horizon Africain reprend cet «entretien avec un dirigeant africain à qui l'actualité la plus chaude du moment offre l'opportunité d'honorer sa solide réputation de médiateur en chef des conflits africain».

**** Opinion Internationale: Monsieur le Président, merci de recevoir Opinion Internationale. Quelques questions d'actualité pour commencer. L'Afrique centrale est en proie à de fortes tensions entre la RD Congo et le Rwanda. Craignez-vous un embrasement de la région?***

** Denis Sassou Nguesso: Nous ne ménageons pas nos efforts. Nous avons notamment accueilli une importante réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale et nous appelons les parties à la retenue.

**** Vous êtes depuis dix ans déjà à la tête du Comité de haut niveau sur la Libye. Pensez-vous vraiment que l'on sortira un jour de ce bourbier libyen?***

** Mon ministre des Affaires étrangères était récemment à Tripoli pour préparer un comité préparatoire en vue de la tenue d'une conférence inclusive de réconciliation nationale en Libye qui doit se tenir avant cet été. Si tout se passe bien. Toutes les parties ont intérêt à trouver une issue à cette crise libyenne, que ce soit l'Europe qui veut maîtriser ses flux migratoires ou l'Afrique qui voit progresser l'islamisme radical.

**** Le Congo est un Etat laïc comme la France et l'article 1 de votre Constitution le stipule. Au Congo, ne souffrez-vous pas de la montée de l'islamisme radical et du djihadisme qui ensanglante de nombreux pays africains et qui, pour tout dire, dénature l'Afrique?***

** Certainement mais ces manifestations n'ont pas leur place chez nous. Quand nous observons des manifestations de djihadisme aux frontières de la RD Congo, de l'Ouganda, du Mozambique, dans le bassin du lac Tchad, dans le nord du Cameroun, c'est à notre porte. C'est pourquoi nous accordons une grande importance à la résolution de la crise libyenne. La stabilité en Libye, c'est la stabilité dans toute l'Afrique.

**** Vous êtes parmi les dirigeants africains qui ont adopté une position neutre dans la guerre qui ravage l'Ukraine. Est-ce à dire que vous remettez au goût du jour ce mouvement des non-alignés dont vous avez été un des champions dans les années 80?***

Après l'interview, le journaliste et le Chef de l'Etat.

** Pour vous dire la vérité, après la chute du mur de Berlin et l'écroulement du Pacte de Varsovie, nous avions pensé que c'en était fini des grandes alliances militaires, notamment de l'Otan. L'Alliance atlantique est restée. On a l'impression que se recrée une ambiance de guerre froide entre les Etats-Unis et la Russie. Dans ces conditions, nous cherchons à promouvoir le dialogue et la négociation. L'Afrique pourra proposer des solutions de sortie de crise.

**** Monsieur le Président, en décembre, vous avez participé à Washington au Sommet Etats-Unis – Afrique. Cet événement n'illustre-t-il pas en contre-point le recul de la France en Afrique? En effet, la France n'a plus organisé de Sommet avec les chefs d'Etats africains depuis plusieurs années. Au fond, les années Macron ne sont-elles pas celles d'un rendez-vous manqué avec l'Afrique? Dès son discours à Ouagadougou le 28 novembre 2017, Emmanuel Macron n'a-t-il pas trahi une règle de bienséance très africaine en humiliant, devant des jeunes, un ancien, de surcroît un président de la République, M. Kaboré. Finalement, ce moment fondateur de la relation d'Emmanuel Macron à l'Afrique n'annonçait-il pas la raréfaction voire l'abandon des Sommets Afrique France au niveau des chefs d'États?***

** C'est votre analyse mais ces Sommets se déroulaient me semble-t-il dans l'intérêt de la France. Si la France décidait désormais d'y renoncer, c'est son choix souverain. Il ne dépend que de la France et des États africains de leur donner un réel contenu.

On ne va pas dire que Montpellier en octobre 2021 était un Sommet. C'était une rencontre, un colloque, un Forum mais c'est un excès de langage de parler de Sommet. En attendant, -cela n'aura pas échappé, j'imagine, aux dirigeants français -, d'autres États organisent ces rencontres au plus haut niveau : la Chine, la Russie, la Turquie, le Japon, l'Inde.

Et en décembre dernier, à Washington, personne n'a donné d'ordres à personne. Joe Biden a mis 55 milliards de dollars sur la table pour le développement de l'Afrique dans les trois prochaines années et apporté son soutien à la demande de l'Afrique d'avoir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et au G20.

**** La relation entre vous et la France, le Congo et la France, c'est un peu un grand «je t'aime moi non plus»?***

** Notre histoire est riche et parfois tumultueuse. Je me souviens du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar [«l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire» y a-t-il dit notamment, NDLR], ou ce Sommet de la Francophonie à Kinshasa fin 2012 où le président Hollande est venu et a presque ignoré l'existence du président Kabila dans son propre pays.

**** Les poursuites sur les biens mal acquis entachent aussi cette relation?***

** Elles sont le fonds de commerce de certains journaux et ONG plus qu'une affaire sérieuse.

**** Il est toujours utile de relire ses classiques (de Spinoza à Montesquieu) pour se rappeler que l'anarchie est l'ennemi contre lequel l'ordre politique est institué et s'efforce de se maintenir. Aujourd'hui, l'ordre, c'est la stabilité. Comment jugez-vous d'une part les coups d'État militaires qui secouent l'Afrique occidentale. Et d'autre part, la stabilité qui constitue votre principal bilan à la tête du Congo justifie-t-elle votre maintien au pouvoir depuis de si longues années?***

** Je ne soutiens pas les coups d'État. Des militaires peuvent accéder au pouvoir mais démocratiquement et pas par la force. L'Afrique cherche sa voie entre une démocratie parfois anarchique et une gouvernance dans l'ordre. Si le peuple souhaite renouveler la confiance à ses dirigeants pour plusieurs mandats, c'est son droit le plus légitime.

Je le dis dans tous mes discours : nos pays en construction ont besoin de paix et de stabilité. Les pays les plus stables sont ceux qui réussissent le mieux leur développement : je citerai par exemple la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Maroc.

**** Quelles sont vos priorités pour les prochaines années?***

** Nous devons faire oublier le pétrole! L'accélération de la construction des infrastructures, le développement d'une agriculture souveraine et l'électrification sont notre avenir. Par exemple, les Parlements du Congo et de République Démocratique du Congo ont ratifié en 2022 les lois permettant de construire prochainement un pont routier qui reliera Brazzaville à Kinshasa. De même le déploiement de zones de libre-échange en Afrique participera à notre développement.

De même le Fonds bleu pour le bassin du Congo avance : les études ont été menées. La Banque de développement des États d'Afrique centrale a été retenue pour gérer les projets. Nous attendons le soutien de la communauté internationale. Et la mère des batailles, bien entendu, sera la protection et la valorisation de nos forêts, deuxième poumon de l'Afrique. L'Afrique, on ne devrait plus l'appeler l'Afrique noire mais l'Afrique verte.

**** L'avenir, c'est le Congo bleu et vert?***

** Depuis les années 80, je lutte en ce sens et nous plantons des forêts artificielles. Nous avons réussi le bouturage et le clonage de l'eucalyptus qui permet d'en reproduire un million à partir d'un seul arbre. Une loi oblige tous les Congolais à planter un arbre tous les 6 novembre, à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre. Avec le Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement), vous visons un million d'hectares reboisés dans les dix ans.

**** Vous rendrez-vous au One forest summit organisé finalement par la France et le Gabon à Libreville en mars?***

** Le président de la commission climat du bassin du Congo que je suis se rendra à Libreville. Je vous rappelle que lors de la COP 27 à Charm-el-Cheikh en Egypte en novembre dernier, l'ai lancé l'idée d'une décennie de la reforestation et du reboisement.

**** La France et le Congo ont un point en commun: plus d'un tiers de la France est recouverte de forêts. Et le Congo encore plus. Les agriculteurs français, qui souffrent de plus en plus avec la sécheresse et le réchauffement climatique au point de s'interroger sur leur survie, pourraient-ils diversifier leurs revenus en venant au Congo vous aider à valoriser vos ressources vivrières et naturelles?***

** Les agriculteurs français sont les bienvenus! Nos amis brésiliens nous ont, par exemple, aidés à introduire des races bovines. Mais dites-moi, Monsieur Taube, je vois que vous portez une cravate et des chaussettes orange. Est-ce un signe de votre soutien à la révolution orange en Ukraine?

**** Cela le pourrait, mais c'est en fait le symbole du respect des femmes. Onu-femmes organise, tous les ans, l'Orange day contre les violences faites aux femmes.***

** Connaissez-vous la loi Mouébara?

**** Non, Monsieur le Président.***

** C'est la loi qui porte le nom de ma maman, Emilienne Mouébara, consacrée à la lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo. Nous l'avons adoptée en 2022.

**** Vous êtes un amoureux du football. Vous avez rencontré le roi Pelé, disparu en décembre?***

** Il est venu jouer à deux reprises avec son club de Santos contre notre équipe nationale. Nous nous sommes bien défendus. Mais quel homme!

**** Vous êtes un aficionado du Real de Madrid. Que pensez-vous du sort qui est fait à Zinedine Zidane en France?***

** Je lui conseillerais de laisser faire, mais il est assez sage pour ne pas avoir besoin de nos conseils.

Propos recueillis par
Michel TAUBE
www.opinion-internationale.

Eglise apostolique de la Mission du Cèdre

Décès par accident de l'évêque Jonas Mandoumou

Le minibus qui transportait les chrétiens de la Mission du cèdre.

Les chrétiens de la Mission de Cèdre, créée par le prophète William Arsène Yaucat Guendi, sont en deuil. Et pour cause, le conducteur spirituel, l'évêque Jonas Mandoumou, est mort dans un accident de la circulation sur la route de Madingo-Kayes, précisément aux bois des singes, le vendredi 27 janvier 2023, aux environs de midi. Avec lui sont également décédés les chrétiens Israël Wande et André du Mali. L'accident a fait au total quatre morts et plusieurs blessés.

NOVELAS TV
VOTRE CŒUR BAT PLUS FORT
A.RIZA
UN AMOUR SAUVAGE
MOTHER
avenida BRASIL
Frères de sang
L'OMBRE DU PASSÉ
BIENTÔT SUR NOVELAS TV
CANAL+

Haut-conseiller Joachim Mbanza

«La Rav est indispensable au secteur de la presse nationale, publique et privée»

La Rav (Redevance audiovisuelle) a repris à faire parler d'elle. Après l'interview du président de l'A.c.d.d.c (Association congolaise pour la défense des droits du consommateur), Dieudonné Moussala, nous nous sommes rapprochés du haut-conseiller Joachim Mbanza, membre du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), pour avoir sa contribution à ce débat. Pour lui, la Rav ne doit pas être dissoute, au contraire, il faut élargir sa distribution à toute la presse nationale, publique et privée. Interview!

**** Monsieur le haut-conseiller, vous avez voulu réagir aux propos du président de l'A.c.d.d.c sur la redevance audiovisuelle, est-ce parce que vous n'êtes pas d'accord avec lui?***

** Merci, Monsieur le journaliste, de me donner l'opportunité, je ne dirais pas de réagir aux propos du président Moussala, car en tant que leader d'une organisation de la société civile, il est tout à fait libre de prendre ses initiatives, mais plutôt de saisir cette opportunité de rebondir sur le sujet qu'il a abordé.

Il est vrai que la redevance audiovisuelle est une initiative qui est venue de la société civile avec comme objectif de soutenir la presse nationale, publique et privée. Mais, lorsque la loi des finances 2002 a été adoptée, on n'a retenu que la presse publique, notamment la radio et la télévision nationales et on y a même ajouté la télédiffusion qui n'est pas un média, mais plutôt une structure technique. Il faut rappeler que ces trois organes publics sont déjà pris en compte dans le budget de l'Etat. Donc, cela a paru comme une injustice que d'écarter la presse privée nationale.

Depuis l'institution de la Rav en 2002, elle n'a été perçue par les médias publics qu'une ou deux fois, sous le ministre Alain Akouala Atipault et récemment, en 2020, sous le ministre Thierry Moungala. Depuis, la redevance est toujours collectée par la société Energie électrique du Congo, mais on ne sait pas si elle est reversée à la Direction générale des impôts, par chèque libellé au nom du trésorier payeur général. D'où les initiatives des associations professionnelles qui cherchent à voir clair dans la gestion de cette redevance qui ne parvient pas aux médias.

**** Mais, les médias privés cherchent aussi à être pris en compte?***

** Effectivement! Les associations et les syndicats des professionnels de la communication militent pour que la presse privée soit prise en compte dans la redistribution de la Rav, pour être conforme à son objectif initial de soutenir toute la presse nationale. D'où la décision du ministre de la communication et des médias, Monsieur Thierry Moungalla, de mettre en place une commission composée par les représentants de son département ministériel et ceux du Conseil supérieur de la liberté de communication, pour élargir le fruit de la Rav à toute la presse nationale, publique et privée. Mais, le rapport de cette commission se fait toujours attendre.

Le haut-conseiller Joachim Mbanza.

**** Pourquoi cette question n'est toujours pas tranchée, quand on sait que le sénat avait mené une enquête qui avait permis de relancer la redistribution de la Rav?***

** Il faut remercier le président du sénat, Monsieur Pierre Ngolo, qui avait été sensible aux lamentations des journalistes, en prenant la décision de mettre en place une commission d'enquête du sénat dirigée par le vénérable Jean-Marie Andziba Epouma. La direction générale de la société Energie électrique du Congo, la direction générale des impôts et le Trésor public étaient mis devant leurs responsabilités et tout était rentré dans l'ordre. Il y avait deux décaissements que le Trésor public avait effectués. Un premier décaissement de 102 millions et un deuxième de 126 millions de francs Cfa.

Malheureusement, au moment où l'on souhaitait que le Ministère de la communication et des médias et le Conseil supérieur de la liberté de communication se mettent ensemble, pour régler la question de la redistribution de cet argent aux médias, le Ministère de la communication a agi seul et n'a servi que les trois organes publics, à savoir la télévision, la radio et la télédiffusion nationales. Cela a suscité les réactions que vous savez. Depuis, le processus de redistribution de la Rav s'est arrêté, mais la redevance est toujours collectée. L'argent collecté au nom des médias congolais est à chercher entre la société Energie électrique du Congo et le Trésor public. Mais, il n'arrive pas aux médias. D'où le ras-le-bol du président Moussala de vouloir obtenir l'abolition de cette redevance. Ce serait très dommage d'en arriver là, car la Rav est indispensable au secteur de la presse nationale, publique et privée.

**** D'après vous, Monsieur le haut-conseiller, que faut-il faire pour dénouer cette affaire?***

** Si j'avais une idée à suggérer au président Moussala, je lui dirais de repartir à la case-départ, c'est-à-dire de revoir le président du sénat. Tout simplement. Peut-être que la mise en place d'une nouvelle commission d'enquête du sénat nous permettra, enfin, de dénouer cette affaire, en impliquant et le Ministère de la communication et des médias et le Conseil supérieur de la liberté de communication.

Les médias congolais font face à de sérieuses difficultés aujourd'hui. Depuis 2015 que la crise sévit au niveau de l'économie nationale, des journaux, des radios et des télévisions ont disparu. Ceux qui existent encore aujourd'hui vivotent. Des journalistes retombent dans le chômage et certains perdent même la vie à cause du dénuement. Il faut remercier le Premier ministre chef du gouvernement, Monsieur Anatole Collinet Makosso, qui, adressant ses vœux à la presse, les a accompagnés d'un geste concret: le don d'ordinateurs portatifs aux journalistes.

Il faut lire à travers le geste du Premier ministre, sa sensibilité au travail de la presse, dans la diversité des lignes éditoriales qu'elle représente. Mais de lui, nous sommes en droit d'attendre encore plus: c'est d'impulser une véritable politique gouvernementale de soutien à la presse dont les mécanismes sont déjà en place, à travers la Rav. Il peut aider la presse congolaise, en rendant la Rav effective.

Je me souviens, en tant que directeur de publication d'un journal de la place, qu'à l'époque, c'est Madame Claudia Sassou-Nguesso qui avait fait un tel geste. Et s'il faut remonter encore plus loin dans le temps, en 2001, c'est le Président de la République, lui-même, Son Excellence Denis Sassou-Nguesso, qui, à l'occasion d'une assemblée générale de la presse internationale francophone, à Brazzaville, dont il avait présidé l'ouverture, avait fait don d'une enveloppe de 300 millions de francs Cfa à la presse nationale, publique et privée.

Ces modestes gestes à la presse ne sont pas des actes de corruption, contrairement à ce que certaines personnes disent. Aucun média n'avait subi une influence quelconque dans sa ligne éditoriale, parce qu'il avait reçu une part de ce don. Il faut situer ces gestes de générosité dans le contexte d'une presse nationale qui a tant besoin d'être soutenue par son public, par l'Etat. Car, dans notre pays comme dans beaucoup d'autres, le secteur de la presse n'est pas économiquement viable. Or, il s'agit d'un service public que d'informer les citoyens. D'où le principe de l'aide publique à la presse. Un principe qui n'est pas, par exemple, admis dans la plupart des pays anglophones, où les médias tirent leurs ressources du dynamisme économique, comme toute entreprise.

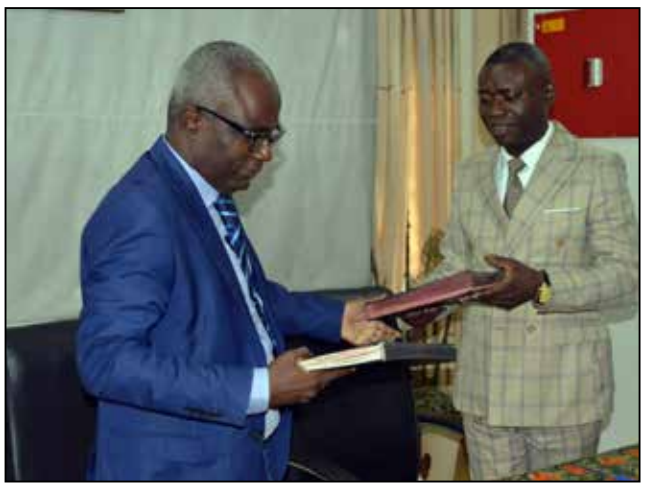
Si nous voulons des radios, des télévisions et des journaux qui produisent une information de qualité, comme le dit le président Moussala, il faut que le gouvernement en crée les conditions, à travers les mécanismes d'aide publique à la presse. C'est écrit dans la loi sur la liberté de l'information et de la communication. La France est passée par là, ce n'est pas pour autant qu'on dit que les médias qui reçoivent l'aide publique sont corrompus.

Propos recueillis par
Martin BALOUATA-MALEKA

Accord entre l'Anvri et la groupe Ben'K Aubinson

Un partenariat pour assurer la promotion de la recherche et de l'innovation

Créée depuis juin 2020, l'Anvri (Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche) que dirige Patrick Obel Okéli, une structure qui relève du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, a signé un accord de partenariat avec le groupe Ben'K Aubinson, une agence de communication dirigée par Aubin Benjamin Kaya, *«pour montrer le niveau d'inventivité et de créativité des chercheurs, des enseignants-chercheurs, des innovateurs et inventeurs congolais»*. La signature de cet accord de partenariat a eu lieu vendredi 20 janvier 2023, dans la salle de conférence de la cité scientifique de Brazzaville, en présence du représentant de l'Unesco, des chercheurs et du personnel de l'Anvri.



échange des parapheurs entre les deux directeurs.

Le partenariat avec le groupe Ben'K Aubinson permettra à l'Anvri de jouer le rôle de relais entre le monde des chercheurs et des innovateurs, avec le secteur productif, notamment les entreprises, les producteurs, etc. *«Aujourd'hui, l'une des bases est posée et il revient aux chercheurs, aux enseignants-chercheurs, aux innovateurs et aux inventeurs congolais de s'approprier de cet espace créé pour eux»*, a indiqué Patrick Obel Okéli.

Les enjeux et défis du P.n.d (Plan national de développement) 2022-2026, dans son volet diversification de l'économie *«appellent à une implication forte de la recherche et de l'innovation»*, a-t-il précisé. *«L'ambition affichée par ce partenariat est de montrer le niveau d'inventivité et de créativité des chercheurs, des enseignants-chercheurs, des innovateurs et inventeurs congolais»*, a-t-il affirmé.

Quelle est finalement la situation du système national de recherche scientifique et de l'innovation? *«D'un côté, nous avons des entreprises et les producteurs congolais rencontrent des difficultés et ont des besoins spécifiques, pour booster leurs activités; de l'autre côté, la recherche, qui a des réponses ou des approches de solutions aux problèmes rencontrés par les entreprises et les producteurs; aussi, les chercheurs qui font les mêmes choses, mais qui ne se connaissent pas»*, a-t-il avoué.

A travers ce partenariat, l'Anvri compte contribuer à l'atteinte de trois objectifs, à savoir: assurer la promotion de la recherche et de l'innovation; valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation et faire connaître et vendre l'image des chercheurs, innovateurs et inventeurs congolais.

Pour sa part, le manager exécutif du groupe Ben'K Aubinson va promouvoir, à travers son émission en ligne, *«Congo culture»,* le travail des chercheurs, inventeurs et créateurs congolais. *«C'est un challenge pour les trois mois à venir, produire et faire la promotion de l'émission Forum des chercheurs, en trois langues: français, lingala et kituba»*, a-t-il souligné.

Le chef du Sistre (Service de l'information scientifique, technique et des relations extérieures), Alain Mercier Bita, a rappelé les missions de l'Anvri qui consistent à *«valoriser les résultats de la recherche et assurer la promotion des sciences, techniques et innovations»* et l'intérêt de l'accord signé qui est de *«produire et diffuser une émission spécialisée de promotion et de vulgarisation des acquis de la recherche et de l'innovation technologique, afin de faire de la science un bien commun qui cadre bien avec les attentes de la politique et de la stratégie de la recherche et de l'innovation technologique»,* a-t-il déclaré.

Narcisse MAVOUNGOU

Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique

Mme Delphine Edith Emmanuel a présenté sa feuille de route de l'année 2023

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Mme Delphine Edith Emmanuel née Adouki, a fait une communication à l'endroit des cadres relevant de son département, pour présenter sa feuille de route de l'année 2023 et les chantiers qui les attendent, dont l'adoption de la politique de l'enseignement supérieur qui, une fois validée par le Conseil national de l'enseignement supérieur, devra aboutir à l'institution d'un enseignement supérieur de qualité, compétitif et dynamique.

La ministre Delphine Edith Emmanuel a fait savoir qu'une carte universitaire sera adoptée pour permettre de rapprocher l'offre de formation des apprenants. A cet effet, l'enseignement supérieur se félicite de l'ouverture prochaine de l'Université catholique du Congo-Brazzaville, à Liambou, de la rentrée à l'Ecole normale de formation initiale et continue des enseignants (Enfice), à Mouyondzi; de la construction de l'Université de Loango et de l'Université inter-Etats Congo-Cameroun, à Mokeko. Elle s'est réjouie de la création de l'Agence nationale pour l'assurance qualité de l'enseignement supérieur et de son opérationnalisation dans les prochains jours. Ce chantier prend en compte d'autres aspects de la vie des universités du Congo.

La ministre Emmanuel Adouki.

La ministre en charge de l'enseignement supérieur a évoqué la professionnalisation et l'employabilité des jeunes qui ont pour fondement l'attractivité des études supérieures qui se mesure par l'augmentation exponentielle du nombre d'étudiants dans les établissements universitaires. Malheureusement, a-t-elle relevé, on observe qu'à la fin de leur formation, ces jeunes ne trouvent pas d'emplois. *«Nous avons, par conséquent, le devoir impérieux de modifier qualitativement notre offre de formation, à l'instar du master professionnel qualité-hygiène-sécurité-environnement et développement durable, de la Faculté des sciences et techniques, une belle expérience à généraliser dans notre alma mater. Nous avons l'obligation de transmettre des savoirs, des savoir-faire et savoir-être à des étudiants qui doivent être absorbés par le marché de l'emploi»*, a-t-elle déclaré.

Une vue des participants.

«Pour cela, nous devons évaluer nos programmes et les réformes. Car, de ces réformes dépendent l'employabilité et l'avenir des jeunes. A cette fin, nous envisageons la finalisation du processus tourné vers l'institutionnalisation, avec l'appui de l'Agence universitaire de la Francophonie (A.u.f), du statut national d'étudiant entrepreneur (S.n.e.e), la formation en alternance entre le système éducatif et le monde professionnel et l'insertion des modules sur l'entrepreneuriat dans les programmes de formation», a-t-elle poursuivi.

La digitalisation de l'enseignement supérieur devient de plus en plus indispensable en cette ère du numérique. Ce chantier devra permettre au système universitaire d'être plus performant. Ainsi, le programme de développement, de transformation et de digitalisation du système d'information et de gestion de ce sous-secteur de l'enseignement s'articulera sur trois piliers stratégique majeurs, à savoir la transformation du savoir; le développement de la recherche et la transformation numérique, a-t-elle fait savoir.

S'agissant de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, au plan matériel, Mme Emmanuel Adouki a indiqué qu'elles sont tournées vers la satisfaction des besoins de développement de la collectivité. Dans cette perspective, l'enseignement supérieur va mener, de façon générale, des expériences et développer les technologies nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du P.n.d 2022-2026, principalement le pilier relatif à l'agriculture au sens large.

Delphine Edith Emmanuel Adouki a conclu sa communication en rappelant que l'administration ne peut être performante que si les agents publics et assimilés travaillent dans de bonnes conditions. Ensuite, elle entend également poursuivre, en 2023, le dialogue social avec les syndicats de l'université et des étudiants.

Achille TCHIKABAKA

Département du Pool

La route en terre de Mbanza-Ndounga est redevenue un calvaire

A plusieurs endroits, sur cette route, l'érosion et autres ravinements menacent.

Réhabilitée en 2020 par le gouvernement, à travers un partenariat avec les sociétés forestières, la route en terre Ngangalingolo-Linzolo-Mbanzandounga-Voka (86 kilomètres), dans le Département du Pool, est aujourd'hui dans un état de dégradation très avancé. A plusieurs endroits, les érosions et autres ravinements menacent de couper cette route, en cette période de pluies abondantes. Le Ministère de l'aménagement du territoire, des infrastructures et de l'entretien routier, déjà très sollicité à travers le pays sur les mêmes situations urgentes d'entretien routier, n'a pas encore jeté un regard sur le sort de cette route, qui a, en plus, une vocation économique et touristique indéniable.

L'année dernière, le Fonds routier s'était doté d'un budget de 10 milliards 103 millions de francs Cfa, pour l'entretien des routes à travers le pays. Cette année, son budget n'est pas encore connu. Dans le Département du Pool, la route de Mbanza-Ndounga fait partie des urgences en matière d'entretien routier et les populations attendent l'intervention du gouvernement pour les soulager.

Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernemental

Les leaders des O.s.c sensibilisés aux valeurs et symboles de la République

Le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernemental, Céphas Germain Ewangui, a présidé, vendredi 27 janvier 2023, à Brazzaville, la journée d'information et de sensibilisation des leaders des organisations de la société civile (O.s.c) sur les valeurs et symboles de la République, la citoyenneté. Il a fait également la restitution de la Cop27.

Céphas Germin Ewangui.

Photo de famille des participants.

Le premier thème portant sur les symboles et valeurs de la République a été présenté par Norbert Ondongo, chancelier, directeur de la conservation à la Grande chancellerie des ordres nationaux. Le deuxième intervenant, Me Mathilde Quenum, assistante au Conseil consultatif, a exposé sur la citoyenneté et M. Ugain Kaya-Mikala, président de l'Association Eveil d'Afrique, a fait la restitution de la Cop27 qui s'est déroulée fin 2022 en Egypte.

La journée d'information et de sensibilisation des leaders des O.s.c a coïncidé avec le lancement de l'agenda 2023 des activités du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales.

Pour Céphas Germain Ewangui, la République du Congo, naturellement logée en Afrique, qui fait partie des cinq continents structurant le monde, implique que l'on prenne au sérieux les analyses et écrits du philosophe français Frédéric Le Noir, qui parle véritablement de la maladie de ce monde. Il le présente comme un organisme complexe atteint présentement de plusieurs maux (maladies) qui ont pour qualificatifs: crise identitaire; crise psychologique; crise sanitaire; crise environnementale; crise des valeurs morales et éthiques, entraînant la crise du vivre-ensemble.

Il est donc important que les responsables des O.s.c et O.n.g cernent la problématique des valeurs et symboles de la République (drapeau, armoiries, etc.), de la citoyenneté (pour cultiver chez le citoyen l'amour de la patrie, le respect des valeurs éthiques et morales), mais aussi le respect de l'environnement, pour lutter contre le changement climatique. Ceci dans le but de *«construire des sociétés humaines qui incarnent les valeurs de développement du pays tous azimuts, pour un Congo paisible, uni et prospère»*, a indiqué un participant à la sensibilisation. C'est pourquoi Céphas Germain Ewangui estime que le Conseil consultatif des O.s.c et O.n.g devra *«faire davantage pour cette nouvelle année, en renforçant, de manière plus considérable, la perception des leaders des O.s.c, pour des actions plus efficaces, plus efficientes, en appui aux efforts des gouvernants».*

Joseph MWISSI NKIENI

District de Tchiamba-Nzassi (Département de Pointe-Noire)

La mort de quatre personnes par la foudre a suscité des commentaires passionnés

Après la pluie, la désolation. À Tchiamba-Nzassi, un district faisant partie du Département de Pointe-Noire, la foudre a tué quatre personnes, le lundi 23 janvier 2023. Un drame peu ou pas du tout commenté par les pouvoirs publics, alors que dans les réseaux sociaux, il a pris la tournure d'un florilège de commentaires dans tous les sens.

Les corps enveloppés des quatre victimes de la foudre à Nzassi.

À en croire les autorités locales de Tchiamba-Nzassi, tout a commencé lundi 23 janvier. Dans l'après-midi-là, d'épais nuages dont les cumulonimbus se forment sur l'azur infini, le ciel s'alourdit, la pluie arrive. La plupart des quelque 16 mille habitants de la localité située à la lisière de la frontière avec l'enclave angolaise du Cabinda, se terrent, chacun, dans un abri, le temps de faire passer l'orage à venir.

Quelque part à Nzassi, cinq jeunes gens engagés par une coopérative locale travaillaient dans un jardin. Ils sont, eux aussi, surpris par l'intempérie. Dès les premiers signes de pluie, ils se réfugient dans une tente érigée par la coopérative, dans un coin du jardin, afin de s'abriter.

C'est malheureusement là que la foudre les frappe. Bilan: trois morts et deux rescapés. A quelque cinq kilomètres de là, au marché de Vindoulou dans la zone de Massabi, au Cabinda, la foudre fait au même moment une autre victime. Il s'agit d'un conducteur de pousse-pousse qui chargeait des tubercules de manioc roui dans son engin, en compagnie de ses amis. Mais, le ressortissant de RD Congo est la seule victime, parmi des dizaines de personnes présentes sur les lieux. Les autorités locales indiquent que tous les quatre corps ont été déposés à la morgue de Pointe-Noire.

Si ces infos ont été obtenues de façon informelle, aucune communication officielle n'a jusqu'ici été faite à ce sujet ni par la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi, ni par la préfecture de Pointe-Noire, ni par le Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire.

Ce qui explique sans doute que des internautes se soient fendus d'analyses de toutes sortes sur les réseaux sociaux. *«Corruption», «mauvaise gouvernance», «non-respect des règles d'urbanisme»…* En tout cas, tout un florilège de commentaires passionnés et même désobligeants à l'égard des pouvoirs publics. Certains arguant que toutes les quatre victimes étant membres d'une église dite de réveil, auraient été sacrifiées *«à des fins spirituelles».* Tout ça, sous le regard impuissant des pouvoirs publics. Lesquels, à l'image des responsables au niveau national, n'ont jamais fait dans la dentelle, quand il s'agit de se plaindre des réseaux sociaux. Alors que ça ne coûte absolument rien qu'une mairie, une préfecture ou une sous-préfecture dispose de son compte Facebook ou Twitter, pour donner les informations de manière tout à fait officielle, afin de rassurer l'opinion, face aux rumeurs qui dramatisent et gonflent les faits. Ce ne sont pas des climatologues, physiciens ou météorologues qui font défaut pour donner des explications pédagogiques aux populations à l'effet de les informer et de les aider à se prémunir de ce phénomène naturel qu'est la foudre.

«La foudre est un phénomène naturel de décharge électrique qui se produit à partir des orages de nuages (les cumulonimbus), à l'intérieur d'un nuage, entre nuages ou entre le nuage et le sol. Elle peut occasionner de sérieux dégâts lorsqu'elle frappe des constructions ou des êtres vivants», expliquent les scientifiques.

La décharge électrique lâchée par la foudre provoque souvent des courts-circuits, des incendies de forêt ou tue les animaux. Chez l'humain, la foudre produit le même effet que le courant électrique. La personne touchée subira de graves brûlures et commotions électriques qui peuvent être mortelles. *«L'onde de choc provoquée par l'éclair peut catapulter des personnes en l'air sur plusieurs mètres»*, expliquent des météorologues et des physiciens. Des experts déconseillent ainsi de s'abriter à l'ombre des arbres isolés et de se mettre à découvert au sommet de collines ou montagnes. Ce sont des zones de prédilection de la foudre.

D'autres études indiquent qu'il est dangereux d'être en contact avec des objets métalliques ou des objets émetteurs d'ondes magnétiques comme les téléphones portables pendant la pluie. Le contact avec l'eau est aussi déconseillé.

Il est alors conseillé de s'abriter à l'intérieur des bâtiments ou des voitures. Le nouveau protocole architectural conseille d'équiper les maisons de paratonnerres. Car, cette tige métallique inventée par l'Américain Benjamin Franklin conduit le courant électrique au fond du sol sans causer quelque dégât. Des mesures dont la liste n'est pas exhaustive à observer scrupuleusement si l'on veut se protéger contre la foudre.

John NDINGA-NGOMA

Tribunal de grande instance de Brazzaville

Deux présumés délinquants fauniques à la barre à Brazzaville

Une audience portant sur une affaire liée au trafic d'ivoire est prévue, lundi 23 janvier 2023, au Tribunal de grande instance de Brazzaville. Deux présumés délinquants fauniques y répondent de leurs actes devant la justice. Il s'agit d'une affaire impliquant deux individus dont l'un avait été interpellé le 11 octobre 2021, à Brazzaville, par les agents du service des eaux et forêts, en synergie avec les éléments de la police. Interpellation faisant suite à la découverte, au poste de contrôle de Mbouambé-Léfini, d'une glacière contenant cinq morceaux d'ivoire et trois queues d'éléphants dans un véhicule en provenance de Makoua. L'autre présumé trafiquant serait l'expéditeur de ce colis. Il avait été rattrapé par la police, le 19 février 2022, à Makoua, dans le Département de la Cuvette.

Le présumé délinquant faunique interpellé à Makoua est accusé d'abattage d'une espèce animale intégralement protégée (éléphant), circulation et commercialisation de trophées de cette espèce, à savoir cinq morceaux d'ivoire et trois queues d'éléphant. Celui de Brazzaville, lui, est soupçonné de complicité de détention et circulation desdits produits. Informé depuis la première interpellation, le Palf (Projet d'application de la loi sur la faune sauvage) apporte son appui technique et juridique dans cette affaire.

L'audience du lundi 23 janvier consacrée aux réquisitions et plaidoiries a été finalement renvoyée au lundi 6 février prochain.

Au cours des dernières années, le trafic des espèces fauniques est devenu plus organisé, plus lucratif et plus dangereux. Il a pris de l'ampleur au niveau mondial, au même titre que le trafic de drogue. Le commerce illégal de produits de faune conduit à l'extinction des espèces fauniques à travers le monde.

Conscient de ce fait, le Congo s'est engagé à protéger ses espèces animales en voie d'extinction et reste vigilant. Il sanctionne tous ceux qui entravent la loi en matière de protection de la faune sauvage. Dans ce sens, un grand travail est régulièrement accompli par les autorités. Les actes commis par les présumés délinquants de faune sauvage ne peuvent demeurer impunis.

En République du Congo, l'éléphant fait partie des espèces animales intégralement protégées. L'article 27 de la loi congolaise en matière de protection des espèces fauniques stipule: *«L'importation; l'exportation; la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts; pour les besoins de la recherche scientifique».* Les contrevenants de ces dispositions légales risquent des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme et une amende pouvant atteindre cinq millions de francs Cfa.

Achille TCHIKABAKA

Faculté des sciences et techniques de l'Université Marien Ngouabi

L'importance de la noix de Nkamba démontrée par la thèse de Pandzou Yembé

Sous la direction du Professeur émérite Thomas Nsilou, Vasthie Nora Pandzou Yembé a présenté et soutenu publiquement, vendredi 27 janvier 2023, à Brazzaville, sa thèse pour l'obtention du grade de doctorat unique en chimie et technologie alimentaires. *«Contribution à la caractérisation de la noix de Nkamba (Ricinodendron africanum var Nkamba) et suivi de la stabilité de l'huile extraite»,* c'est le sujet consacré à cette étude.

Vasthie Nora Pandzou Yembé, doctoreure en chimie et technologies alimentaires.

Avec les membres du jury à ll'iissue de la soutenance.

Les résultats de la thèse de Vasthie Nora Pandzou Yembé ont révélé que la noix de Nkamba contient en moyenne 65,97% d'huile avec une teneur en eau de 6,61%. Le profil en acides gras indique des proportions intéressantes en acides oléique (19,48%), linoléique (39,44%) et linolénique (31,63%). *«L'huile de Ricinodendron africanum var Nkamba est très insaturée et présente une bonne valeur nutritive»,* a fait savoir la diététicienne et désormais docteur en chimie et technologie alimentaires, Vasthie Nora Pandzou Yembé, épouse Balenda.

L'importance de cette étude centrée sur la noix de Nkamba et suivi de la stabilité de l'huile extraite réside, entre autres, dans le taux élevé en oméga 3 (31,63%). Ce qui en fait une huile diététique utilisable dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires. Or, ces dernières constituent l'une des principales causes de décès à travers le monde. Ainsi, si la culture de la noix de Nkamba d'où est extraite cette huile venait d'être multipliée et sédentarisée en République du Congo. Elle aiderait à l'augmentation de la production de cette huile essentielle dans la lutte contre les maladies sus mentionnées.

A cela il faut ajouter que le taux de B carotène et polyphénols diminuent très considérablement dans l'huile chauffée et encore plus dans celle conservée. Plus l'huile vieillit, plus elle s'oxide et devient impropre à la consommation. Quoiqu'il en soit, l'huile de Ricinodendron africanum var Nkamba a une bonne thermo-résistance à l'oxydation.

A l'issue de la soutenance, notamment la présentation de la méthodologie, des résultats, les réponses aux questions qui ont été adressées à l'impétrante, etc., Vasthie Nora Pandzou Yembé a été déclarée docteur de l'Université Marien Ngouabi, avec mention très honorable et félicitations du jury.

Augustin Malumba Mukaya, Professeur à l'Université de Kinshasa, rapporteur externe de cette thèse a justifié la mention décernée par rapport à *«l'originalité des résultats qui contribuent à la valorisation des faits étudiés».* Il a conclu en disant que *«ces travaux vont rendre des services à la société. Car, on ne fait pas la science pour la science, mais on la fait pour qu'elle serve à quelque chose. Vasthie Nora Pandzou vient de prouver, par son travail, que l'huile de Nkamba peut être utile à la consommation, dans les domaines de l'alimentation et de la médecine».*

Joseph MWISSI NKIENI

La franc-maçonnerie mène à la sagesse, animée par la science, éclairée par la conscience

Depuis quelque temps, la franc-maçonnerie est calomniée et caricaturée. En réponse à tout cela, je voudrais rappeler que la franc-maçonnerie est philanthropique, philosophique et progressive. Elle œuvre pour le bien-être social, intellectuel et matériel de l'humanité. Les conceptions métaphysiques relèvent de la considération individuelle de chacun des membres. Et cela ne l'influence aucunement, si cela peut exister dans les esprits de certains. J'affirme haut et fort que la franc-maçonnerie n'est pas une secte. Car «une secte retient ses adeptes et c'est très difficile d'en sortir».

Dieudonné Antoine Ganga

Comme l'a souligné Georges Sérignac, Grand Maitre du Grand-Orient de France, lors de son séjour à Brazzaville, *«la franc-maçonnerie est d'abord un ordre initiatique, mais aussi un lieu de sociabilité, un laboratoire d'idées, un club des hommes et des femmes engagés pour la bonne cause… Il faut dissocier l'appartenance individuelle de ce qu'est la franc-maçonnerie. Souvent, les Francs-maçons pris individuellement ne sont plus représentatifs de l'idée maçonnique, quand ils exercent un pouvoir. La logique maçonnique, c'est un rayonnement dans la société par un travail collectif. Au Grand-Orient de France, on n'a pas une idéologie politique. L'idée, c'est d'occuper notre place dans une perspective historique. Nous sommes une sorte de point d'ancrage républicain, de sentinelle. L'idée, c'est la défense des principes républicains. Lorsque nous sentons que quelque chose semble menacer la République, nous réagissons. La décision est prise collectivement…».*

La franc-maçonnerie ne fait ni ne pratique de sacrifices humains dont font état des personnes ignorantes, malsaines et incultes, friandes d'amalgames, sans aucun discernement ni dissociation, et ne connaissant ni l'alpha ni l'oméga de la franc-maçonnerie. Les francs-maçons ne sont donc ni des sorciers ni des satanistes. Ils sont plutôt des personnes qui, sur leur honneur et leur conscience, la main sur la Bible ou sur les Constitutions du révérend Pasteur Anderson, *«promettent de consacrer tous leurs efforts, autant qu'il sera en leur pouvoir, à l'acquisition de la connaissance qui mène à la sagesse, animée par la science, éclairée par la conscience:*

- de refuser toute dictature, quelle qu'elle soit et de s'y opposer;

- de résister à tout asservissement de la personne, de la pensée, de l'esprit.

- de répudier toute volonté de puissance, cause de guerre, de conquête, de domination, qui trouble la paix et prive les peuples de la liberté de disposer d'eux-mêmes;

- de contribuer à la réparation des maux issus de tous les excès de pouvoir;

- de régler leurs actes selon l'amour de la vérité et l'amour de l'humanité».

Quant aux francs-maçons congolais, à l'instar de leurs sœurs et frères francs-maçons, fidèles à leur promesse, ils sont aussi animés par leur idéal de *«réunir ce qui est épars pour écarter tout ce qui peut diviser».*

C'est pourquoi, ils ont toujours essayé d'apporter leur pierre à la construction de la République. Par exemple, en 1990, quand le Président Sassou-Nguesso déclara lors de la tenue de la deuxième session ordinaire du Comité central du P.c.t: *«Cette fin de siècle s'annonce comme un temps de rupture, une période où les bonds et les sursauts de l'histoire ouvrent les portes de l'espérance et du renouveau pour tous les hommes de tous les horizons»,* les francs-maçons congolais profitèrent de cette brise d'ère démocratique qui soufflait depuis quelques mois dans notre pays, pour apporter leur modeste contribution au débat en cours.

C'est la première fois dans l'histoire du Congo que les francs-maçons se prononçaient. Ce fut un acte extrêmement important et courageux dans la mesure où la franc-maçonnerie, sans être un parti politique, est bien, non une secte, mais une organisation philosophique discrète dont les membres ne peuvent s'exclure des débats qui s'engagent dans la cité. Car, parler ou faire de la politique, c'est parler de la vie de la cité, cette communauté politique souveraine et indépendante, dans l'Antiquité, dont personne n'est en situation ni en droit de se retrancher. C'est pourquoi, en tant qu'hommes du dialogue, de l'écoute mutuelle, du débat d'idées, du silence réflexif, de l'humanisme et de tolérance, les francs-maçons congolais envoyèrent, le 10 août 1990, au Président Sassou-Nguesso, une lettre dans laquelle ils exprimèrent leurs désidératas dont:

- la liberté de constituer des partis politiques;
- la tenue d'une Conférence nationale où toutes les forces vives de la Nation seraient représentées, conformément à leurs sensibilités et non selon des critères imposés par le P.c.t;
- l'élaboration d'une Constitution garantissant le pluralisme politique, syndical, l'alternance politique, le droit d'association, la liberté d'expression, la laïcité de l'État, la liberté absolue de conscience, la neutralité politique de l'armée, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, l'élection du Président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelables une fois;
- la moralisation et la transparence de la vie politique, art moral de gouverner sagement et de gérer sainement les affaires de la cité;
- la formation d'un gouvernement de transition dont le Premier ministre serait chef du gouvernement et responsable;
- l'amnistie générale et la libération de tous les détenus politiques ainsi que la réhabilitation de toutes les victimes de l'intolérance, de l'arbitraire ou du fait du prince.

C'est encore les francs-maçons congolais qui prirent l'initiative de demander au Président Omar Bongo, leur frère, de faire asseoir autour de la même table, les protagonistes de malheureux événements de 1993.

C'est aussi aux francs-maçons français et congolais que l'on doit, dans les années 1980, la réhabilitation du bloc opératoire du Centre hospitalier de Makélékélé. C'est enfin toujours aux francs-maçons congolais et à d'autres personnes que l'on doit la réussite de la Transition de 1991-1992, du référendum de la Constitution de mars 1992 et des élections présidentielles d'août 1992. Personne, évidemment, ne veut parler de ces actions positives qui dérangent les menteurs, les calomniateurs et surtout les politiciens aigris et hantés par les démons de la haine, du mensonge, de la division et de la violence, toujours prêts à jeter l'anathème sur les francs-maçons.

Christian KIADINGOU.

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Il arrive à notre ami commun, Yakamambu, d'observer les mœurs et coutumes de nos compatriotes. Ainsi, il a constaté que la dépravation des mœurs était légion à Brazzaville. Les parents qui, en notre temps, *«in illo tempore»*, comme disaient les Romains, étaient sévères, ne l'étaient plus. Par exemple, certains parents étaient devenus les complices de leurs enfants qui avaient transformé leurs domiciles en lieux de rendez-vous galants. C'est là que leurs enfants mariés venaient attendre leurs amants ou leurs maîtresses (leurs makangous). Ah l'amour, quand tu nous tiens!

Il a aussi remarqué que l'on ne se gênait plus de faire l'amour pour de l'argent à Brazzaville et dans les autres localités de notre pays. La femme était utilisée comme un jouet sexuel. Elle était purement et simplement chosifiée. La femme était humiliée. Personne, pourtant, quel que soit son rang dans la société, n'a le droit d'humilier la femme. Toute femme est mère; toute femme est sœur. L'on est tenu de la respecter. *«La femme est l'avenir de l'homme»,* a dit Aragon.

D'autre part, Yakamambu a constaté que les chiens et les chiennes étaient devenus plus pudiques que les hommes. En tout cas, on ne les voit plus s'accoupler en plein jour. Ils attendent la nuit. Ils se cachent. Quant aux hommes et aux femmes, ils sont devenus pires que les chiens. À en croire certaines gens, d'aucuns feraient l'amour, en s'accouplant allègrement en groupe et en plein air, devant des badauds, à Kintélé et aux cataractes du Djoué. La délinquance tant juvénile que sénile y aurait-elle pris de plus en plus forme?

La prostitution serait-elle maintenant *«déguisée ou légalisée»* par le phénomène des deuxième, troisième jusqu'au huitième bureau, maitresses attitrées? Les hommes profiteraient-ils de la misère galopante dans notre pays, pour abuser de nos sœurs et sombrer ipso facto dans la luxure? Telles sont les questions qui taraudent l'esprit de Yakamambu. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

SOUTENEZ
LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE,
ABONNEZ-VOUS!

IN MEMORIAM

Il y a deux ans, veuve OSSOUALA née IBA Victorine nous quittait

1er février 2021 - 1er février 2023, il y a deux ans, maman OSSOUALA née IBA Victorine, le 14 mai 1938, nous quittait.

Maman, est-il vrai que le temps emporte tout? Comment ne pas en douter, tellement ton souvenir est gravé en nous! Ce n'est pas un réflexe, un rite à l'occasion d'une journée du souvenir. Jean d'Ormesson disait si bien: *«Il y a quelque chose de plus fort que la mort, c'est la présence des absents dans la mémoire des vivants».*

Femme au cœur débordant d'amour, d'empathie et de générosité, femme de foi, profondément chrétienne, le temps n'aura jamais raison du merveilleux souvenir imprimé en nous, car aimer, accueillir, secourir, assister, soulager son prochain nous font penser à toi, maman. L'honnêteté, la sincérité la vérité nous rappellent ton passage exemplaire ici-bas.

Mère aimante et rigoureuse devenue lumière parmi les astres, nous te disons merci d'être notre modèle dans la vie au quotidien et dans la foi. Gloire soit rendue à Dieu. Vicky's à jamais dans nos cœurs! ??

Programme des obsèques de Jacky Micaël Fouémina en France

Décédé le 23 janvier 2023, en France, Jacky Micaël FOUEMINA, frère cadet de l'ancien Député de Bacongo, le Dr Tanguy Fouémina, sera inhumé vendredi 3 février 2023, au Cimetière du Mée-Sur-Seine, dans le Département de Seine-et-Marne, en région d'Île-de-France, après le recueillement à l'Hôpital de Melun.

«Je m'en vais, mais je ne serai jamais absent, rien ne me ramènera vers vous, mais tout votre amour vous rapprochera de moi au quotidien, dans vos discussions».

LA FAMILLE

Traité de l'Elysée

Un concert à l'I.f.c, pour célébrer l'amitié entre la France et l'Allemagne

22 janvier 1963-22 janvier 2023, il y a 60 ans, le Président français, le général Charles De Gaulle et le chancelier allemand, Konzad Adenauer, signaient, au Palais de l'Elysée, à Paris, un traité de coopération bilatérale, connu sous le nom de Traité de l'Elysée, pour sceller la réconciliation entre la France et la République Fédérale d'Allemagne. Depuis lors, l'amitié franco-allemande est un pilier de l'intégration européenne. A Brazzaville, les ambassades de France et d'Allemagne ont organisé un concert d'amitié, mercredi 25 janvier 2023, à l'I.f.c (Institut français du Congo), en présence du corps diplomatique européen, des élèves et des journalistes. Les autorités congolaises étaient absentes, quoiqu'invitées.

Selon l'ambassadeur d'Allemagne, le Dr Wolfgang Klapper, *«depuis, cette journée est placée, à chaque fois, sous une devise différente. Ainsi, cette année, le slogan est: France et Allemagne, unies pour la paix».* Il a rappelé que *«la rivalité franco-allemande a duré plusieurs siècles et a culminé avec les trois terribles guerres de 1870 et 1871, la Première guerre mondiale et enfin la Seconde guerre mondiale».*

Pour sa part, le premier conseiller de l'ambassade de France, Louis Berthellot, a indiqué que *«lorsque le général De Gaulle, Président de la République Française, et Konrad Adenauer, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, se réunissent à Paris, le 22 janvier 1963, les esprits ne sont pas encore prêts. Mais, ils décident quand même de sceller durablement la réconciliation entre nos deux Nations, meurtries par des décennies, presque un siècle de rivalités et de conflits». «Ils jettent, alors, les bases d'une amitié durable, prospère, au service de l'intégration européenne»,* a-t-il poursuivi.

Le premier conseiller de l'amabassade de France, Louis Berthelot

Les deux allocutions se sont complétées avec pour axe principal de réaffirmer l'engagement des deux pays à défendre les idéaux de paix et de sécurité, de justice sociale et de développement durable dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité.

60 ans après, Emmanuel Macron et Olaf Schoz ont célébré l'anniversaire de cet événement à la Sorbonne, l'alma mater français à Paris. Le même jour s'est tenu le conseil des ministres franco-allemand, pour réaffirmer la volonté de poursuivre le rapprochement entre les deux peuples et de faire converger leur vision.

Les deux pays ont aussi rappelé l'importance d'une Europe unie, indépendante et souveraine et condamné l'agression de l'Ukraine par la Russie. Aux côtés de leurs alliés et des partenaires du monde entier, «la France et l'Allemagne sont déterminées à défendre les valeurs et intérêts européens, ainsi qu'à préserver l'ordre international».

La cérémonie a été marquée par une présentation du Traité de de l'Elysée, par des artistes congolais, suivie d'une prestation des élèves du Cm2 du Lycée Saint-Exupéry de Brazzaville, qui ont compté le traité ponctué par l'hymne de l'Europe. Le tout rythmé par un concert de l'orchestre symphonique des enfants de Brazzaville qui a interprété les grands classiques français, allemand et congolais.

Il faut souligner que le couple franco-allemand est le moteur de la mise en œuvre de la *«vision commune du partenariat entre l'Afrique et l'Europe»,* renouvelé en février 2022lors du sixième sommet de l'Union européenne et l'Union africaine.

L'orchestre Symphonique de Brazzaville.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Littérature

L'écrivain chercheur Josammy Samba Ganga signe un ouvrage d'astronomie

L'élite congolaise de la diaspora continue de porter haut l'étendard de notre pays dans le domaine de la littérature, à travers sa compétence et son savoir-faire. Parmi ceux qui se distinguent, figure Josammy Samba Ganga, né le 13 avril 1969, et qui vit aujourd'hui à San Diego, en Californie, aux Etats-Unis d'Amérique. Entre septembre et octobre 2021, il a publié, en anglais, aux Editions Paramount Publisher, un ouvrage d'astronomie intitulé: *«Le prochain niveau du monde de la planète Mostini avec la technologie Josammy, la quantique antigravité de la matrice Sigma Zg».* (Mostini planet next level world with Josammy technology, the quantum Antigravity Sigma Zg Matrix).

Selon la critique, l'ouvrage de Josammy Samba Ganga fait partie des meilleurs nouveaux livres électroniques sur la thermodynamique. L'auteur, qui s'est engagé dans la recherche depuis son plus jeune âge, peu avant de fréquenter plusieurs universités, a épaté le lectorat avec son nouvel ouvrage. Subdivisé en trois volumes, son livre a été classé parmi les meilleurs nouveaux ebooks sur la thermodynamique. Une percée qui mérite d'être encouragée. Même si chez nous, au Congo, la politique du livre est quasi-inexistante, on devrait être fier de nos écrivains qui s'affirment à l'étranger.

«Comprendre la genèse des étoiles et de leurs systèmes planétaires nous permet de connaître toute l'histoire du système solaire. Par conséquent, comprendre l'histoire de notre Soleil peut nous renseigner sur la chimie primitive qui a permis la formation de la Terre, tout en nous donnant des indices sur la première apparition de la vie», voilà ce que l'éditeur dit de l'ouvrage.

Il revient à signaler qu'en dehors de ses prouesses dans le domaine de la littérature, Josammy Samba Ganga possède cinq brevets en son nom: quatre aux États-Unis et un autre à l'international, pour la création et la découverte de cent nouvelles formules chimiques et biochimiques. Il est l'un des premiers à découvrir les véritables réactivités des plus hautes lois cosmiques, celles qui régissent l'univers.

Josammy Samba Ganga

Roland KOULOUNGOU

Alain Kounzilat, écrivain et directeur de la maison d'éditions l.c.e.s

«Nous souhaitons organiser la première foire du livre à Brazzaville»

Figure emblématique de la littérature congolaise et professeur émérite en France, Alain Kounzilat compte parmi les grands noms qui font la fierté du pays dans le domaine de l'écriture. Doté d'une grande capacité intellectuelle, il est à la fois mathématicien, poète, historien, ethnologue, sociologue, romancier et inventeur. Sa maison d'édition, l.c.e.s, dont il est le directeur général, a publié plus de cinq cents ouvrages. En séjour à Brazzaville, nous l'avons rencontré pour un entretien à l'Hôtel Saphir où il a posé ses valises. Alain Kounzilat souhaite organiser la première foire du livre à Brazzaville. Interview!

L'écrivain et éditeur Alain Koundzilat.

**** Vous êtes un écrivain inclassable: vous êtes à la fois mathématicien, historien, ethnologue, sociologue, romancier, inventeur… Quel est le domaine dans lequel vous excellez finalement?***

** Je suis pluri-disciplinaire, parce que mon domaine d'excellence, c'est la connaissance. Et la connaissance, c'est la science par excellence. C'est ce que je dis toujours à tous ceux qui sont étonnés de mon parcours sur le fait de savoir, comment je peux partir des mathématiques, pour s'intéresser à la littérature. Quand on fait les mathématiques, on peut tout faire dans la vie. Parce que la mathématique, c'est la science par excellence. Et le but de faire la mathématique, c'est d'acquérir la connaissance. Pour tout dire, le domaine où j'excelle le plus, c'est la connaissance.

**** Vous produisez beaucoup d'ouvrages à travers votre maison d'édition l.c.e.s. Mais, dans le pays, au Congo, vous n'êtes pas autant connu, pourquoi?***

** Il y a la rétention de l'information tout simplement. Le Congo n'a pas une politique du livre. La politique du livre n'y est pas du tout encouragée. J'étais l'un des premiers à avoir eu l'audace de créer une maison d'édition. Au lieu de m'aider, on a essayé de m'étouffer. Et ça, c'est l'esprit des Africains en général. Mais qu'à cela ne tienne, quand tu veux faire quelque chose, tu le fais. Ma maison d'édition a publié plus de cinq cents ouvrages. Je ne suis pas connu, parce que les Congolais ne lisent pas. Le grand problème, c'est la rétention de l'information en ce qui concerne ma maison d'édition et mes productions intellectuelles.

**** Aujourd'hui, avec l'avènement du numérique, est ce que le livre nourri encore son homme?***

** Bien évidement, ça me nourrit et confortablement. Vous ne pouvez pas apprendre sur un écran d'ordinateur. A la rigueur, vous serez obligé de télécharger, parce que toute la connaissance est dans le livre. Si vous lisez sur un ordinateur, vous fatiguez vos yeux et avec le rayonnement ultra-violet de l'écran, vous allez souffrir de la vue. Le numérique, c'est bien, mais il ne pourra jamais remplacer le livre. Jamais au grand complet.

**** Récemment, la ministre en charge de la culture a reçu les écrivains congolais, pour parler entre autres, de la production du livre au Congo. Est-ce une question qui vous préoccupe?***

** Evidement! Je suis dans le métier du livre depuis très longtemps. Mais, je n'ai jamais été contacté ni consulter pour un projet de cette ampleur. C'est pourquoi, j'ai parlé tout à l'heure de «la rétention de l'information et de la mauvaise politique du livre». La ministre Lidye Pongault, c'est une dame que je connais bien, elle est de très bonne volonté. Donc, je suis optimiste que c'est une question sur laquelle elle va travailler parmi tant d'autre qui concerne la promotion de la culture dans notre pays.

**** Un mot pour conclure l'entretien?***

** Nous avons un projet avec le Ministère de la culture, celui d'organiser la première foire du livre à Brazzaville, pour faire connaitre les métiers du livre. On va inviter les écrivains, les libraires, les éditions et les universitaires pour faire des conférences. Ça sera aussi la contribution de la maison l.c.e.s à la promotion du livre au Congo.

Propos recueillis par Roland KOULOUNGOU

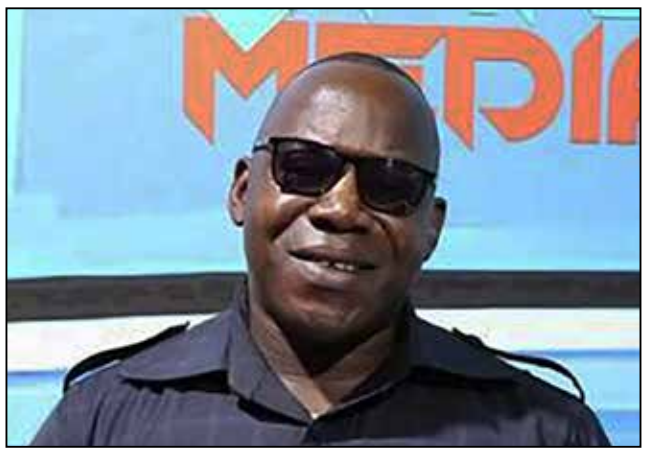
Ligue départementale de handball de Brazzaville

Le président Avicène Nzikou a donné le top des activités de la saison 2022-2023

La Ligue départementale de de handball de Brazzaville, dirigée par le président Avicenne Nzikou, a reçu, dimanche 29 janvier 2023, au siège de la Fécohand (Fédération congolaise de handball), au Gymnase Nicole Oba, les secrétaires généraux des clubs, les arbitres, les juges chronométreurs et les délégués de tables, pour une réunion de communication sur la reprise des activités.

Pendant la réunion, le président Avicenne Nzikou a dévoilé le calendrier des activités de la Ligue départementale de handball de Brazzaville, pour l'année en cours. Ces activités commencent le 5 février 2023, par un tournoi de mise en jambe. S'en suivront la période des transferts, les visites médicales des équipes, puis le début du championnat départemental fixé au 26 février.

Au sortir de la réunion, le président de la ligue départementale, Avicène Nzikou, s'est dit confiant quant à la relance du handball dans la ville capitale. ***«Cette rencontre a été l'occasion, pour nous, d'informer les clubs sur la tenue du championnat de Brazzaville 2022-2023, à partir du 26 février prochain. Le tournoi de mise en jambes, initialement prévu pour le 22 janvier dernier, va se jouer du 5 au 15 février»,*** a-t-il précisé, avant d'exprimer l'ambition du bureau exécutif, par rapport à la saison sportive 2022-2023. *«Nous avons donné quelques orientations sur la bonne marche du championnat de Brazzaville, car nous avons l'ambition d'avoir un championnat digne et compétitif. Mais, beaucoup d'irrégularités administratives ont été constatées. Voilà pourquoi nous avons convoqué cette réunion avec les secrétaires généraux, les arbitres et les délégués de tables, pour regarder ces questions et trouver ensemble les réponses qui conviennent»,* a-t-il indiqué.



Le président Avicenne Nzikou.

A l'issue de cette réunion, un cabinet conseil a été mis en place, pour pallier aux problèmes liés à l'administration, l'interprétation de certains textes, voir comment combler les vides juridiques. *«Nous avons mis en place un cabinet conseil présidé par M. Jean-Pierre Longuet, expert en administration sportive, afin d'aider la ligue dans les décisions liées aux questions administratives et aux réformes structurelles»*, a-t-il souligné.

Le président Avinène Nzikou a informé aussi les participants à ces assises, de l'arrivée, dans le monde du handball congolais, des clubs nouvellement créés: B.c.m; Kali; Lion sport et Grain de sel. Il y a eu aussi le changement de nom du club Ekiembongo, qui s'appellera, désormais, Saint-Michel de Ouenzé.

Rappelons qu'en matière de handball, Brazzaville va abriter, au mois d'octobre prochain, la 44ème édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions de handball, seniors hommes et dames. Les clubs de handball de la capitale n'ont donc qu'à bien se préparer, à travers le championnat de Brazzaville, qui revêt ainsi une grande importance.

Luze Ernest BAKALA

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

Vers la réhabilitation du Stade Marchand de Brazzaville

Le Stade Marchand sera en voie d'être réhabilité, pour le mettre aux nouveaux standards Fifa (Fédération internationale de football association) et de la Caf (Confédération africaine de football). Le maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a reçu en audience, lundi 30 janvier 2023, à son cabinet de travail, Jean-Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot (Fédération congolaise de football) venu lui annoncer le projet de réhabilitation du Stade Marchand, sur financement de la Fifa.

Il ressort de l'entretien entre le maire Bantsimba et Jean-Guy Blaise Mayolas, que le projet de réhabilitation du Stade Marchand se fera sur un financement que le président de la Fécofoot a obtenu auprès de la Fifa. Pour le patron du football congolais, le Stade Marchand, situé dans le deuxième arrondissement, Bacongo, en plein cœur de la ville capitale, devrait être réhabilité aux normes de la Fifa, pour accueillir des compétitions même internationales. Il sera créé autour de ce monument historique, un grand centre commercial et d'attraction, pour le bonheur de nos jeunes.

Pour sa part, le maire de la ville capitale, Dieudonné Bantsimba, a demandé au président de la Fécofoot le plan détaillé du projet ainsi que les termes de partenariat avec la municipalité de Brazzaville, pour que le dossier soit soumis à l'approbation du conseil municipal et départemental. Le maire a favorablement accueilli le projet de la Fécofoot et a promis d'en faire état aux conseillers municipaux pour une décision finale.

Le maire (au milieu), pendant l'audience.

Une vue du Stade Marchand et d'une base-vie à côté.

Utilisé à l'époque par le Club Diables-Noirs pour ses entraînements, le Stade Marchand, rebaptisé Missafou par ses supporters, a suscité beaucoup d'inquiétudes sur son avenir, car il était menacé de disparition, avec l'occupation par des sociétés de travaux publics, de ses terrains annexes où des bases-vie ont été installées. Les Diablotins étaient obligés, à partir de 2018, de changer leurs lieux d'entraînement, car ce stade n'était plus convenable pour le football. De même, la Fécofoot avait retiré l'homologation de ce stade qui ne pouvait plus abriter les matches de Ligue 1 et de Ligue 2 de la ville capitale. Le projet de réhabilitation du Stade Marchand suscite donc l'espoir de voir ce lieu historique du sport brazzavillois retrouver sa vocation.

L. E. BAKALA

Championnat national direct Ligue1 de football

As Otohô et Diables-Noirs s'imposent devant V.club Mokanda et la Juk

Le championnat national direct Ligue 1 de football est arrivé à la fin de la phase aller pour certaines équipes. Mais, les clubs de Diables-Noirs et de l'As Otohô, dont la participation était suspendue pour avoir donné plus de 6 joueurs à l'équipe nationale, ont, à chacune, deux matches reprogrammés. Ainsi,

L'As Otôho.

pour la 11ème journée reprogrammée, le club Diables-Noirs recevait le nouveau promu, l'As Juk, au Stade Alphonse Massamba-Débat de Brazzaville. Du haut de leur expérience, les Diablotins ont étrillé la jeunesse unie de Kintélé, par le score sans appel de 3 buts à 0.

Pendant ce temps, au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'As Otohô s'est imposée devant V.club Mokanda, par le score étriqué de 1 but à 0.

En matches avancés pour la 13ème journée, au Complexe sportif de Pointe-Noire, le Fc Nathaly's recevra le leader, l'As Otohô et V. Mokanda donnera son hospitalité au club Diables-Noirs. En attendant les deux journées restantes de Diables-Noirs et l'As Otohô, le classement provisoire est toujours mené par l'équipe d'Owando

L E. B.

Classement provisoire

- 1er As Otohô: 28 pts;
- 2ème As B.n.g: 23 pts;
- 3ème Diables-Noirs: 22 pts;
- 4ème Inter-club: 21 pts;
- 5ème Etoile du Congo: 21 pts;
- 6ème Fc Kondzo: 20 pts;
- 7ème Ac Léopards: 18 pts;
- 8ème Js Talangaï: 16 pts;
- 9ème V.club Mokanda: 15 pts;
- 10ème Patronage Sainte-Anne: 15 pts;
- 11ème As Juk: 13 pts;
- 12ème Cara: 10 pts;
- 13ème As Cheminots: 10 pts;
- 14ème Fc Nathaly's: 7 pts.

Chan (Championnat d'Afrique des Nations) de football Algérie 2023

Le Mena du Niger fouetté par les Fennecs algériens en demi-finale

L'équipe du Niger.

Le Niger était le pays qualifié du groupe E, après un match nul avec les Diables-Rouges et une victoire contre les Lions indomptables, alors que ceux-ci étaient favoris sur le papier.

En quarts de finale, le Mena du Niger a impressionné, en battant le Ghana par 2 buts à 0, le samedi 28 janvier. Les Nigériens sont ainsi arrivés en demi-finales. Une performance louable. Mais, c'est pour s'incliner spectaculairement devant les Fennecs d'Algérie, pays hôte de la compétition. 5 buts à 0, c'est le score que les Algériens ont infligé aux Nigériens. Ceux-ci ont quitté le championnat par une note sombre, à cause de ce lourd score, après avoir pourtant surpris tout le monde par leur percée en phase de groupes et en quart de finale. La finale du Chan oppose, au Stade Nelson Mandela de Baraki (Alger) l'Algérie au Sénégal qui a écarté Madagascar par 1 but à 0.